

Les mères des disparus algériens se battent contre un mur de silence

Profitant de la 63^e Session du Comité des droits de l'homme à Genève, elles sont venues d'Alger réclamer des nouvelles de leurs enfants.

Chaque matin, sur les escaliers du Tribunal d'Alger, on peut voir en permanence des centaines de femmes en train



Les mères des disparus se disent prêtes à braver la peur.

d'attendre. Ce sont les mères des disparus d'Algérie. Sans nouvelles de leur fils ou de leur fille depuis des semaines, des mois, des années, elles ont l'espoir fou de les voir sortir du tribunal. Ce qui n'arrive quasiment jamais. Perdues et isolées, souvent ignorantes des procédures à suivre, ces mères et ces familles commencent à s'organiser, à l'image du Collectif de familles de disparu(e)s en Algérie, dont une délégation est venue témoigner lors de la 63^e Session du Comité des droits de l'homme qui se tient actuellement au Palais des Nations à Genève.

«Savoir s'ils sont morts»

Cette session est particulièrement importante pour les Algériens puisque leur pays y présente son rapport — avec trois ans de retard — devant un comité de dix-huit experts. Un rapport qui minimise l'importance de ces disparitions. Cependant, Driss el-Yazami, chargé de mission de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), donne un tout autre éclairage: «On a répertorié 2000 cas de disparus du fait des autorités, précise-t-il. Mais quand les familles viennent se plaindre auprès des commissariats ou des autres instances administratives, on leur répond qu'ils ont été libérés ou ont rejoint le maquis.

Souvent même, on nie les arrestations.»

Ainsi, ce père qui a apporté, des semaines durant, des provisions et des vêtements à son fils détenu au poste de police du quartier. Puis, un jour, on lui a dit de ne plus revenir, que c'était inutile. Et du fils, on n'en a plus jamais reparlé. Outre le Tribunal d'Alger, les mères des disparus continuent de visiter régulièrement le cimetière et la morgue d'El-Alia, ainsi que celle de Beloghine dans l'espoir de reconnaître leur enfant sous un linceul. «Au moins savoir s'ils sont morts. Rien n'est pire que de rester dans l'inconnu total», s'exclame la grand-mère d'Amin, un jeune disparu.

Pour la grand-mère d'Amin, tout s'est passé tellement bêtement. C'était pendant le ramadan, au début de l'année dernière. Amin est descendu de la maison pour rejoindre ses copains. Dans la rue, ils ont vu une voiture blanche s'approcher, des hommes de la sécurité l'ont forcé à monter et on ne l'a plus jamais revu. « Si la grand-mère d'Amin est aujourd'hui en Europe, c'est qu'elle est persuadée, comme tous les autres parents de disparus, qu'il est temps de braver la peur et de briser le mur du silence qui a bâillonné l'Algérie pendant toutes ces années.

Carole Vann / InfoSud ☐